**Extrait N° 6 / du procès-verbal des
délibérations du Conseil Municipal**

Séance ordinaire du 15 JANVIER 2010

L'an deux mil dix, le quinze janvier à dix huit heures, le conseil municipal de la Commune des AVIRONS, légalement convoqué, s'est assemblé au lieu ordinaire de ses séances, sous la présidence de **Monsieur Michel DENNEMONT, Maire.**

NOTA :

Le Maire certifie que le compte rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le

que la convocation du conseil a été faite le 7 janvier 2010 et que le nombre des membres en exercice étant de **29**, le nombre des membres présents est de **23**.

Le Maire,

Présents : M. MONDON René - Mme BAILLIF Line Rose - M. DENNEMONT Jean Daniel - Mme ZETTOR Jacqueline - M. LESQUELIN Jean Hugues - M. ESCHYLE Gilles - Mme MEZINO Sylvaine - M. BENARD Alex - Mme HEBERT Monique - M. RIVIERE Lucien - Mme MARCHAND Gladys - Mme LAMOLY Viviane - M. SERMANDE Jean Pierre - Mme RIVIERE Suzette - Mme JULLIEN Marie Josée - Mlle ROMAINSTAL Géraldine - Mme CADAS Isabelle - Mme BARET Liliane - M. BADER Ricardot - M. CLOTAGATIDE Vincent - M. GRONDIN Jacki - M. REMY Michel.

Absents : Mme CADERBY Colette - Mme BETON Fernande.

Procuration : Mme LUCAS Roseline a donné mandat à Mme BAILLIF Line - M. FRINGUE Mickaël a donné mandat à M. DENNEMONT J. Daniel - M. RIVIERE Raphaël a donné mandat à M. MONDON René - M. FERRERE Eric a donné mandat à M. REMY Michel.

Secrétaire : Le Maire propose la candidature de **M. CLOTAGATIDE Vincent** comme **secrétaire de séance**. Conformément à l'article L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'unanimité, M. CLOTAGATIDE est désigné pour en assurer les fonctions.

& & &
& &
&

AFFAIRE N° 6 / Dématérialisation
Actes soumis au contrôle de légalité

Dans le cadre du développement de l'administration électronique, l'Etat s'est engagé dans un projet dénommé **ACTES**, qui pose les principes de la dématérialisation de la transmission des actes soumis au contrôle de légalité.

Ces principes sont définis par l'article 139 de la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales qui autorise la transmission des actes par la « voie électronique » et par le décret n° 2005-324 du 7 avril 2005 relatif à la transmission par voie électronique des actes des collectivités territoriales soumis au contrôle de légalité et modifiant la partie réglementaire du Code Général des Collectivités Territoriales.

Pour participer à cette démarche, la Commune doit se doter d'un dispositif de télétransmission susceptible de se connecter à l'application préfectorale ou recourir à un tiers homologué par le Ministère.

Les contacts pris avec les différents prestataires fixent le coût à environ :

- **4 000 € la première année:** licence d'accès, formation sur site, abonnement et certificats électroniques
- **1 500 € les années suivantes:** abonnement annuel.

Une convention doit également être signée avec l'Etat pour encadrer notamment la nature et les caractéristiques des actes transmis par voie électronique, les engagements réciproques des parties prenantes au dispositif pour l'organisation et le fonctionnement de la télétransmission.

Invité à se prononcer, le conseil municipal, après discussions, délibère et, à l'unanimité :

=> se prononce favorablement sur le principe de la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité

=> Autorise le Maire, et en son absence le 1^{er} Adjoint, à signer la convention de mise en œuvre de la télétransmission avec la Sous Préfecture de SAINT PIERRE, représentant l'Etat à cet effet, et tout document et engagement concernant cette affaire.

Et les membres ont signé.

Pour expédition conforme,

Le Maire,